

LES ECHOS DE SAINT-MAURICE

Edition numérique

Germain MEYER

Construisons l'Europe

Dans *Echos de Saint-Maurice*, 1966, tome 64, p. 181-194

© Abbaye de Saint-Maurice 2013

La leçon d'une Journée Européenne des Ecoles :

Construisons l'Europe

Depuis la deuxième guerre mondiale, l'Europe a pris conscience qu'elle devait s'unir pour conjurer le danger d'un nouveau conflit et pour garder toute son influence économique, politique et culturelle dans le monde. Plusieurs organismes ont été créés en vue de la construction d'une Europe unie. Dans ce cadre est instituée chaque année une « Journée européenne des Ecoles », qui a pour but d'ouvrir les jeunes Européens aux problèmes de l'Europe. A cette occasion est organisé un concours destiné à la jeunesse. Comme l'un de nos grands étudiants de l'année dernière a remporté le huitième prix dans la catégorie supérieure, nous lui avons demandé d'entretenir nos lecteurs de l'Europe et des problèmes que pose sa marche vers l'unité. Répondant à notre invitation, il nous fait part aujourd'hui de ses réflexions et nous relate les circonstances du concours auquel il a participé. En l'en remerciant, nous lui présentons nos félicitations.

LESECHOS

Trop peu connue en Suisse ...

La Journée Européenne des Ecoles est une institution indépendante, fondée en 1953, en France, par des hommes de bonne volonté aux appartenances les plus diverses. Dès sa fondation, son activité s'est rapidement étendue à d'autres pays d'Europe dans le cadre de la Campagne Européenne de la Jeunesse.

Elle a pour objet d'attirer l'attention des jeunes, en plein accord avec leurs maîtres et professeurs, sur l'unité profonde du patrimoine culturel de l'Europe et sur les bienfaits d'une compréhension véritable entre nos diverses communautés nationales. La Journée n'a aucune attache politique ni confessionnelle et elle se tient à l'écart de toute controverse. Le Conseil de l'Europe, les Communautés Européennes, les Ministères des Affaires

Etrangères ou les Ministères de l'Education de la plupart des pays participants et la Fondation Européenne de la Culture assurent son patronage tandis que l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (O.C.D.E.) lui accorde son appui bienveillant. Le comité d'organisation de la J.E.E. se réunit chaque année pour discuter les dates et le sujet du concours annuel qui représente d'ailleurs son activité principale. Il s'agit d'un concours parascolaire, organisé dans le cadre de l'école, avec l'autorisation ou, mieux, sous le patronage des Ministères de l'Education, en étroite collaboration avec le corps enseignant. Trois catégories d'âge sélectionnent la participation : aux jeunes concurrents de 12 à 14 ans, on demande la représentation graphique d'un thème européen ; pour la catégorie des jeunes de 14 à 16 ans, le concours prend la forme d'une rédaction ; la classe aînée, de 16 à 21 ans, se voit confier la discussion, sous forme de dissertation, d'un sujet ayant trait à l'élaboration de l'Europe future.

La Journée de 1966

Treize pays participèrent au concours de 1966 : Allemagne fédérale, Autriche, Belgique, Danemark, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse (13 cantons). Le nombre total des participants s'éleva à 1.400.000 en chiffres ronds. Un jury national, composé d'enseignants, était chargé d'établir un palmarès pour chaque pays participant. Ce jury était ensuite invité à soumettre à un jury international les meilleurs travaux, afin que leur soient décernés les grands prix, notamment la médaille d'or offerte chaque année par le Conseil de l'Europe.

Les lauréats de la catégorie aînée les mieux classés dans chacun des palmarès nationaux furent invités à une Distribution Internationale des Prix qui eut lieu cette année à Bruxelles. Là, il fut remis à chacun des 200 lauréats, venus de 13 pays, un diplôme en latin et une bourse de voyage en Europe. Ces prix récompensaient ainsi les meilleures dissertations portant sur cette phrase de Louis Armand, membre de l'Académie Française : « La jeune femme veut une Europe ouverte, celle des Universités, du travail, du passeport unique, de la politique commune ». Deux questions cernaient le problème : « Est-ce votre sentiment ? Dans ce cas, comment harmoniser cet intérêt de la jeunesse pour l'unification de l'Europe et son attachement légitime au pays natal ? »

C'est sur le même sujet que porta la table ronde qui suivit la distribution des prix. Ainsi, les considérations qui formèrent le thème essentiel de ma dissertation, les enrichissements que m'apportèrent les diverses positions qui furent confrontées au

cours de ce forum et les conversations qui animèrent ces journées passées en communauté européenne ont inspiré les quelques réflexions que j'ai réunies dans le cadre de cet article. Elles témoignent de la conviction et de l'enthousiasme d'une jeunesse qui ne veut plus considérer l'Europe comme une simple donnée géographique, mais bien comme une réalité vivante et agissante. Après Valéry, elle a porté sur l'Histoire ce jugement terrible : « L'Histoire est le produit le plus dangereux que la chimie de l'intellect ait élaboré. Ses propriétés sont bien connues. Il fait rêver, il enivre les peuples, leur engendre de faux souvenirs, exagère leurs réflexes, entretient les vieilles plaies, les tourmente dans leur repos, les conduit au délire des grandeurs ou à celui des persécutions, et rend les nations amères, superbes, insupportables et vaines ». La jeunesse a pris conscience du fait que les obstacles opposés à la réalisation de l'Europe sont ceux-là seuls que les hommes ont tissés en jouant leur vie et leur bonheur sur l'artificialité des Etats. 200 lauréats, témoins de 1 400 000 jeunes gens ont affirmé leur volonté de bâtir un monde nouveau sur les bases solides d'une civilisation et d'une culture millénaires.

La civilisation et la culture européennes

Il n'est pas facile de délimiter en quelques lignes le caractère propre d'une évolution sociologique et d'une permanence spirituelle qui tirent leurs racines du plus profond de l'antiquité grecque et latine et évoluèrent tout au cours de nombreux siècles d'histoire et au rythme d'événements marquants dans le sens de la création de la conscience européenne telle que nous la vivons de nos jours. Que ces événements aient pour noms : Antiquité, Moyen Age, Renaissance, Réforme, Révolution, développement économique, classe bourgeoise, prolétariat, essor technique ou bombe atomique, tous et chacun ils apportèrent leur contribution à la formation d'une civilisation et d'une culture européennes, dont le « curriculum vitae » s'inscrit du fronton des temples grecs au « Crâne de Bœuf » de Picasso, au travers des « Pensées » de Pascal et de la musique de Beethoven. Les invasions, les croisades, les guerres, le commerce, les voies de communication véhiculèrent gens et idées à un tel point que les faits de civilisation, tels la race, la langue, la religion, le genre de vie s'y confondent en un véritable brassage qui nécessite un pas en arrière pour en distinguer les éléments fondamentaux. Un système de valeurs spirituelles, une organisation politique et sociale, une économie capitaliste apparaissent comme les facteurs dominants de notre civilisation, le tout étant marqué par l'influence profonde d'une institution permanente et toujours existante : l'Eglise. Mais l'humanisme et le rationalisme grecs apposés à l'héritage juridique

et politique qui nous vint de Rome, restent la base propre de notre civilisation. L'Eglise se chargera de transmettre cette influence, l'enrichissant d'une orientation de pensée tout à fait étrangère à l'antiquité classique : la foi en un Dieu unique et transcendant et la croyance en la dignité de la personne humaine, croyance illustrée par la Déclaration des Droits de l'Homme et le régime parlementaire propre à l'Europe. Mais la prodigieuse révolution technique et industrielle qui devait conduire l'Europe vers un système d'économie capitaliste, transforma profondément la production industrielle, le commerce, les transports, l'agriculture, le mode de vie, etc. Elle rendit plus cruciale aussi l'opposition interne qui réside dans les mots égalité et liberté. C'est là que prirent naissance beaucoup des barreaux qui ornent maintenant le rideau de fer : alors que le monde occidental optait pour la liberté, le monde soviétique choisissait l'égalité. Mais c'est le refus de voir au-dessus de l'homme une divinité qui le dépasse qui matérialisa cette opposition flagrante et aboutit à cette absurdité inhumaine que représente le mur de la honte. Cette cicatrice au cœur de l'Europe lui montre aussi la dette de sa libération d'un côté par les Américains, de l'autre par les Russes, dette qu'elle paye de son unité.

Mais alors, dans cette évolution tragique de l'humanisme grec, que devient notre conscience européenne ? Si cette civilisation qui est la base même de toute réunification européenne contient déjà une si lourde contradiction, si elle pose ses fondements sur deux conceptions de l'homme, lequel appellerons-nous l'Européen ?

La force, il n'y a pas si longtemps, en eût seule décidé. Pourtant l'évolution du monde et des idées est telle depuis l'expérience amère de la dernière guerre que l'Européen, qu'il soit de l'est ou de l'ouest, choisit ou saura choisir la seule arme qui soit à sa portée et qui ne risque pas de se retourner contre lui : la recherche du contact. Avant l'union étroite, nous devons essayer, par le commerce, la science, le tourisme et les arts, de créer une meilleure compréhension, nécessaire pour résoudre nos divergences.

Peu après la guerre, dans « L'homme et la culture artistique », Malraux écrivait : « Le problème qui se pose pour nous, aujourd'hui, c'est de savoir si, sur cette vieille terre d'Europe, oui ou non, l'homme est mort... Au-dessus de tout ce que nous voyons, au-dessus de ces villes spectres et de ces villes en ruines, s'étend sur l'Europe une présence plus terrible encore, car l'Europe ravagée et sanglante n'est pas plus ravagée et sanglante que la figure de l'homme qu'elle avait espéré faire ». Le spectaculaire redressement qu'a vécu l'Europe depuis cette date prouve que l'homme n'est pas mort. Puisant au plus profond de sa continuité, il a retrouvé le sens véritable de sa culture qui réside dans

le refus de ce qui nie ou écrase sa noble acceptation de l'idée d'homme. Pour les uns, cette idée se justifie tout entière au stade purement humain. Pour les autres, elle s'épanouit dans une réalité supérieure. « En fin de compte, cette civilisation est celle du dialogue — l'essentiel étant non d'emporter l'adhésion de l'interlocuteur, mais de respecter assez celui-ci en tant que tel pour que le dialogue soit possible. L'une des constantes de l'histoire de cette civilisation fut ainsi l'affirmation, sous des formes diverses, du droit que possède chaque homme de rechercher sa propre vérité — parce qu'il n'y a pas une Vérité, mais autant de vérités que de consciences¹. »

Une Europe limitée ?

Jamais la question de la réalisation d'une Europe Unie n'a été aussi débattue que de nos jours. Tout le monde en parle, certains en adversaires farouches, d'autres en prosélytes enthousiastes. Mais en fait, qu'est-ce que l'Europe ?

L'imprécision qui recouvre le mot « Europe » provient de la multitude et de la diversité des institutions qui ont vu le jour depuis la dernière guerre. Les uns associent la notion d'Europe à la Communauté Economique Européenne (C.E.E. ou Marché Commun), d'autres la voient s'étendre jusqu'à l'Oural, d'autres jusqu'au rideau de fer seulement, alors que certains ne lui reconnaissent qu'un droit d'existence limitée, celui des débuts d'une grande communauté mondiale. L'Histoire n'apporte aucune précision pas plus que la géographie d'ailleurs. Le sens commun sous-entend « quelque chose » d'autre que l'Asie, que l'Afrique ou que l'Amérique. Il se réfère à une origine commune, à un héritage commun, à une culture qui, malgré bien des différences, présente des caractères communs.

L'Europe, ils sont trop nombreux ceux qui la voient dans une extension des échanges commerciaux, des relations scientifiques, du tourisme et des arts. Tout cela est nécessaire, mais ce n'est qu'une approche. L'Europe ne sera réellement elle-même que lorsqu'elle aura pris la forme d'une organisation effective et efficace, avec une politique définie et des institutions propres. On a dit que plus l'ensemble européen serait lâche et mal défini, plus il permettrait d'y associer du monde C'est vrai, mais aussi lié à un grave danger : pour rendre cet ensemble efficace et valable, il faudra bien préciser le vague de certains points. Que se passera-t-il alors ? De graves divergences surgiront à coup sûr. Il en résultera une crise qui pourrait provoquer la ruine du

¹ Claude Delmas, *Histoire de la Civilisation européenne*.

bel édifice. Par contre, si l'entente s'effectue au sein d'un noyau suffisamment important pour témoigner au nom de l'Europe (l'actuelle Europe des Six s'acquitterait à merveille de cette tâche), qu'il jette immédiatement les bases de l'ensemble futur. Ses réussites, au même titre que ses succès économiques, forceront la main à ceux qui hésitent encore.

L'Europe, oui bien sûr, mais jusqu'où et pour qui ? Il faut immédiatement rejeter ces simplifications hâtives dressées dans le seul souci d'une schématisation pratique. L'artificialité des frontières ne saurait être invoquée dans le seul cadre des actuels Etats européens. Les frontières sont artificielles ou elles ne le sont pas. Dès lors, pourquoi vouloir arrêter l'Europe au rideau de fer ou plus spectaculairement à l'Oural ? L'Europe sera composée de ceux qui ont conscience d'en faire partie et qui veulent s'associer à la grande tâche qu'elle s'est réservée pour le bienfait de tous. Et c'est peut-être là que se trouve la justification de ce passeport unique dans cette Europe ouverte dont parlait Louis Armand. A côté des facilités de transactions et de voyages qu'il apporterait, il représenterait aussi le témoignage de l'existence d'un sentiment commun, d'un amour partagé à l'égard d'une terre qui a fort besoin d'une régénération.

Mais l'Europe n'émerge pas seulement de ce sentiment confus : elle est un but, une nécessité pratique qui demande une organisation et des plans précis. L'Europe a eu ses architectes.

Les voies de réalisation

Le 5 juin 1947, dans un discours retentissant, le général Marshall, secrétaire d'Etat au gouvernement américain, demandait à l'Europe d'élaborer un programme commun, un plan d'aide économique prodigieux, dans le but de la relever du terrible coup que lui avait porté la dernière guerre. Au mois d'avril 1948, dix-sept pays européens fondaient l'Organisation Européenne de Coopération Economique pour la répartition et l'utilisation de cette aide. Certains pays de l'est (Pologne et Tchécoslovaquie) auraient bien voulu en profiter mais l'URSS s'opposa à toute participation des démocraties populaires au plan Marshall. Dès lors, Truman, qui avait précisé l'orientation nouvelle de la politique américaine dans le sens d'un « soutien aux peuples libres résistant aux tentatives de soumission faites par des minorités armées ou par des pressions extérieures » (cas de la Grèce notamment), Truman donc présente le plan de son secrétaire comme un complément économique à son programme militaire et en fait ainsi une entreprise exclusivement occidentale.

Mais cette voie de l'unité européenne n'était qu'un chemin de traverse. Encouragé et même imposé par les Américains, le



Strasbourg, le Conseil de l'Europe

rapprochement européen devait favoriser la bonne marche d'un organisme dont ils tenaient les rênes, l'OTAN. Venant après les belles promesses nazies visant à associer les bonnes grâces de la conscience européenne à l'entreprise hitlérienne, le plan Marshall n'avait aucune chance d'aboutir à une unité européenne, puisqu'il n'était pas le résultat d'un véritable engagement des intéressés.

Churchill allait se charger de secouer cette torpeur qui paralysait les initiatives européennes. S'adressant aux étudiants de l'Université de Zurich, il s'écria: « Nous devons créer un genre d'Etats-Unis d'Europe ». Des mouvements divers, mais engendrés pour le même but, prirent corps un peu partout en Europe. Leur diversité apparut vite de nature à nuire à la cause qu'ils voulaient défendre. Aussi un Comité International de Coordination fut-il mis sur pied, qui organisa son premier congrès à La Haye. 800 personnalités de toutes tendances et de tous pays se trouvaient ainsi rassemblées pour une grande cause commune. Le succès fut prometteur et il s'ensuivit une grande vague d'enthousiasme. Mais

les congressistes n'en restèrent pas là. Ils formèrent un véritable mouvement fédéraliste assurant à chaque organisation sa propre liberté d'action et un maximum d'efficacité. Placé sous la présidence de MM. Churchill, Blum, Spaak et de Gasperi, le Mouvement Européen était né. Il se révéla pourtant insuffisant et un Comité permanent pour l'étude et le développement de la Fédération européenne mit au point la création d'un Conseil de l'Europe, composé d'un Comité des Ministres et d'une Assemblée consultative ayant son siège à Strasbourg. Ce Conseil, laissant aux diverses nations qui le composent leur entière souveraineté, même s'il avait pu être considéré comme l'ébauche d'un Parlement Européen, n'eut que des effets fort limités. Reconnaissons tout de même qu'il a fait avancer de beaucoup la cause d'une fédération politique qui devait être le couronnement normal des diverses organisations spécialisées. Son absence de pouvoir exécutif paralysa ses efforts : il fallait trouver une autre voie.

L'entente économique ne devait pas être qu'un utile compromis. Son grand rôle stratégique consistait en une attaque par l'intérieur des citadelles étatiques. L'enchevêtrement d'intérêts commerciaux permettrait, sous la pression des faits, non plus des hommes, de passer à des décisions entraînant un dispositif politique qui tendrait de plus en plus à s'uniformiser et à se confondre. C'est dans ce but que naquit la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (C.E.C.A.), entreprise franco-allemande placée sous une haute autorité commune mais ouverte à la participation d'autres pays. Elle groupa bientôt les six pays qui fonderont plus tard le Marché Commun (France, Allemagne, Italie et Benelux).

L'existence florissante de la C.E.C.A., première institution à pouvoir supranational, avait redonné espoir aux fédéralistes qui, croyant le moment venu, envisagèrent la création d'une communauté politique. La guerre de Corée précipita les choses : les pays européens qui venaient de rétablir un peu d'équilibre dans leur balance économique virent tout à coup des hausses de prix, des troubles sociaux et des rajustements de salaire, répercussions du conflit de Corée, tout remettre en question. L'extension de la guerre menaçait l'Europe et les USA insistèrent pour que les Allemands fussent armés et renforcent ainsi l'O.T.A.N. dans une éventuelle confrontation militaire entre l'est et l'ouest. D'où un grave et cruel dilemme pour les nations européennes : le secours des Etats-Unis est indispensable (ce qui signifie : vos désirs sont des ordres), mais le réarmement de l'Allemagne est impensable. Un spectaculaire compromis présenté par la France devait résoudre le problème : les Allemands seraient réarmés, mais dans le cadre d'une armée européenne. Cette solution excluait la menace d'une renaissance du militarisme allemand et ne défavorisait pas le projet américain. Telle était la base du traité de la Communauté

Européenne de Défense, dont l'acte constitutif fut signé à Paris en mai 1952, par les représentants des 6 pays de la « Petite Europe ». Il est vrai que le traité bouleversait l'évolution prévue de l'économique au politique. Mais s'il avait réussi ? Ce furent en tout cas des raisons tout autres que des motifs chronologiques qui poussèrent la France, après deux ans d'hésitations et de tergiversations à refuser d'apposer sa signature au bas du texte que ses partenaires avaient ratifié et dont elle était pourtant la promotrice. Il est pénible de constater que jamais peut-être une occasion si favorable de progresser vers une véritable Europe Unie ne s'était présentée et que fut commise là une erreur dont les méfaits risquent d'avoir des aboutissements violents. Ceux mêmes qui rejetèrent le traité au nom du danger que comprenait le réarmement de l'Allemagne ne se rendirent pas compte que par leur attitude, ils le rendaient inévitable ! On peut se demander quelle sera leur attitude en face des prochaines réactions germaniques, lorsque ce peuple se verra privé des troupes françaises, anglaises et américaines qui assurent sa défense.

Toujours est-il que le désarroi était complet au sein des forces européennes. L'échec du projet de défense allait de pair avec la désintégration du projet fédéraliste. La ferveur avait cédé la place à la discorde et à l'aigreur. Il fallut la réaction énergique de quelques « incorruptibles » pour relancer l'idée européenne. La réussite de leurs efforts amena la signature du Traité de Rome et la fondation de deux nouvelles grandes institutions européennes : la Communauté Européenne de l'Energie Atomique (Euratom) et la Communauté Economique Européenne (C.E.E. ou Marché Commun).

Et maintenant ? Le 24 juillet 1966, les Ministres des Affaires Etrangères et de l'Agriculture des Six se sont mis d'accord sur l'organisation du marché et des prix communs agricoles qui manquaient encore. Ces accords ont définitivement établi l'Europe verte, 90% environ de la production agricole se trouvant ainsi réglementée. N'est-il pas significatif que la République du Nigeria ait signé un accord la plaçant en association directe avec la CEE et non plus avec chacun des pays qui la composent ? C'est heureux, mais c'est aussi révélateur d'un problème qu'il n'est plus possible d'élucider : celui de la création d'un directoire, d'une organisation politique qui soit à même de diriger la grande famille européenne, aussi bien dans sa politique intérieure que dans ses relations avec les autres nations. Le projet n'est pas nouveau et l'échec fédéraliste de 1954 reste présent à beaucoup de mémoires. Malgré tout, si les difficultés demeurent, la situation a tout de même sensiblement évolué. Les réussites du Marché Commun qui ont permis une augmentation d'un tiers de la consommation privée, ont aussi grandement favorisé un intérêt populaire toujours plus marqué envers la question européenne. Mais

la C.E.E. s'affirme surtout comme ce prélude si intimement lié à l'instrumentation politique. Ecoutons plutôt ce qu'en pense M. Hallstein, président : « A bien voir les choses, le travail de politique économique et sociale communautaire assigné aux institutions européennes est le noyau indestructible de l'unification européenne actuelle. Nous ne devrions pas croire que toutes les questions encore pendantes peuvent être tranchées aujourd'hui par des paroles. Elles le seront demain par des actes ». Se demander quels seront ces actes, c'est se demander quelle sera l'organisation politique future de l'Europe.

L'ombre d'un général ...

Frédéric Barberousse proclamait : « L'empereur commande aux royaumes et toutes les nations doivent l'adorer ». 866 ans plus tard une autre maxime plane sur l'Europe : « Le général commande aux Français et toutes les nations doivent le suivre ».

L'Europe ne se fera pas tant que tous les petits Etats n'aient pas la ferme assurance que leurs droits pourront être sauvegardés. Or, à quoi vise la politique actuelle du général de Gaulle ? Prônant une politique coopérative entre les Etats, politique qui ne peut aboutir qu'à un système confédéral d'union, le Chef d'Etat français donne trop ouvertement l'impression de vouloir lui faire jouer la Marseillaise, à cette confédération... Sa position fière et dédaigneuse s'oppose ouvertement à toute concession ou recherche d'entente. Fermer la porte au nez des Anglais comme on l'a fait et bouder rageusement une table de conférence ne parlent guère en faveur de la bonne volonté européenne des Français. Seul le domaine économique entraîne l'adhésion totale de la France, parce que ce domaine lui est éminemment favorable. Les concessions ? Connais pas ! La nation française, cet Etat-nation salué dans un discours comme « cet édifice fondamental le moins intéressé et le plus impartial », où est-il ?

On a loué la position française face aux troupes américaines stationnées en Europe. Il est évident que l'Europe politique ne saurait confier sa défense aux mains d'étrangers. Mais la France n'est-elle pas allée trop vite, elle pourtant si en retard dans le domaine de l'intégration ? Si elle avait bien voulu s'asseoir à la table des pays européens et discuter union politique, n'aurait-elle pas eu beaucoup plus de chance de voir naître, **après**, une force de frappe européenne, la seule valable ? Conscients alors de leur force, les autres pays européens auraient certainement accepté de prendre leur distance vis-à-vis de la puissance américaine, car alors leur était donnée l'assurance de pouvoir la remplacer par quelque chose de valable, la puissance militaire de l'Europe. Et chaque explosion nucléaire française est un nouveau

coup dans le dos à cette armée européenne ! Car comment demander à une de nos nations de se soustraire à l'hégémonie américaine si on n'a que l'hégémonie française à lui offrir ? Comment surtout demander aux Allemands, même si un beau voyage en Russie amorce un rapprochement avec l'Est (ou une réconciliation avec la gauche française...), de quitter la sécurité américaine qui représente la seule garantie efficace de leur défense.

Qualifier tout ceci de la noble appellation de « politique à longs termes » ne suffit pas. Comme le disait si justement Raymond Aron, les préoccupations d'un homme politique reposent sur « aujourd'hui » ou « demain », mais non sur « avant-hier » ou « après-demain ». Il est à souhaiter en tout cas que les Français ne soient pas trop nombreux à se lancer sur cette sucette empoisonnée qu'est le nationalisme. François Mauriac n'écrivait-il pas dans son bloc-notes du dimanche 28 août (Figaro Littéraire du jeudi 8 septembre) : « On ne saurait, plus que ne l'a fait ce général de brigade à titre temporaire, imposer son idée de la souveraineté de l'Etat incarné en sa personne au peuple et au personnel politique qui depuis 1871, en avait en Europe le plus horreur. » On se souvient de ce que fut le résultat, en 1871, de cette souveraineté de l'Etat incarné en une personne. Souhaitons que personne n'ait à le revivre...

Pour cela il nous faut en Europe une union toujours plus étroite, à l'image des Etats-Unis d'Amérique. Mais à l'image seulement, car la situation n'est pas ou n'est plus la même. Les émigrés formaient aux Etats-Unis des groupements disparates et éloignés les uns des autres, s'ignorant souvent mutuellement. Ils furent réunis en un grand Etat et considérés comme de simples quantités administratives. Leur unité seule pouvait aplanir les difficultés commerciales et assurer une défense efficace. Les réalités nationales auxquelles doit faire face l'Europe de demain représentent tout autre chose : les différences viennent essentiellement de ce que les frontières qui marquent les contours de nos Etats européens sont des frontières de sang, résultat d'une politique du territoire qu'il faut conquérir pour qu'il ne soit plus à « eux », peu importe les conséquences de ce geste. La construction politique de l'Europe établira, au-dessus de ses institutions communes, un pouvoir exécutif qui dirigera et prendra pour lignes directrices de ses activités, la sauvegarde de chacun des membres de l'ensemble européen, des plus faibles surtout, pour lesquels l'Europe représente l'espoir de la dernière chance. Son unité lui permettra d'acquiescer une défense solide et autonome lui permettant de sauvegarder, du point de vue militaire, sa liberté, du point de vue culturel, son originalité et la valeur profonde de sa civilisation.

Une question fondamentale se pose alors : que deviendra le citoyen belge, allemand, français ou italien dans ce grand ensemble européen centralisé. Qu'advient-il de l'Angleterre, de la Suisse, de la Hollande ? La patrie, ce « mot si doux » pour lequel sont morts des millions d'Européens, n'était-elle qu'une supercherie et aura-t-il fallu si longtemps aux hommes pour la démasquer ?

Que signifie pour vous le mot « Patrie » ?

Tel est l'énoncé d'une des questions qui furent proposées au cours de la Table ronde qui réunissait les lauréats à Bruxelles. Il est significatif que l'ensemble du débat révéla une profonde désaffection de la jeunesse actuelle pour la patrie, quelques-uns allant même jusqu'à renier et rejeter totalement cette valeur intrinsèquement humaine qui fut la cause, et ils ne manquaient pas de le rappeler, des égarements que chacun sait. Pourtant ces positions extrémistes firent figure d'exception. L'ensemble des participants qui se prononcèrent rejetèrent, il est vrai, la conception habituelle de ce mot, mais ils lui reconnurent une valeur qu'il faudra conserver et préserver. Je crois que le meilleur résumé des opinions qui furent émises se trouve dans ce passage, tiré de « l'Armée Nouvelle » de Jaurès et qui comporte d'importantes vérités à méditer : « La patrie, en absorbant ou plutôt en exaltant les égoïsmes individuels en un grand égoïsme collectif, couvre trop souvent les convoitises les plus brutales d'un semblant de générosité. Les hommes peuvent avoir l'illusion qu'ils servent la justice quand ils se dévouent pour les intérêts, même injustes, d'une force où ils sont compris, mais qui leur est infiniment supérieure. De là les entraînements aveugles et les maximes brutales. De là l'adhésion donnée même par de hauts esprits à la détestable formule : qu'il ait tort ou raison, c'est mon pays ».

Voilà le sentiment d'une jeunesse qui se tourne de plus en plus vers un internationalisme de paix et de fraternité. Elle accorde à la patrie un prix indéniable, celui d'un ensemble auquel elle appartient, avec son style de vie propre, ses us et coutumes, ses particularités attachantes, avec tout ce qui contribue enfin à une indicible évocation sentimentale. Mais elle refuse à la patrie le droit d'être une entité fermée et statique. Elle lui refuse surtout cette position égoïste et revendicatrice qu'on lui accorde si souvent. La patrie n'a pas qu'une valeur défensive, en cas de guerre ou de danger grave. Elle est une valeur en elle-même. Comment ceux qui veulent une Europe ouverte pourraient-ils admettre une patrie repliée sur elle-même ?

Ainsi les jeunes affichent cet esprit européen complet qui, rejetant le nationalisme, évite de les faire tomber dans le dangereux

piège de l'internationalisme qui aboutit à une négation de la valeur humaine. S'attachant alors au sentiment humain, la jeunesse déborde, sans l'ignorer, le cadre plus étroit de la patrie pour marcher résolument sur le chemin de l'ethnie.

L'Europe des ethnies

L'Europe se fera. La force qu'elle a prise dans le cours de l'histoire et le crédit qu'elle rencontre auprès des jeunes générations en font un mouvement irréversible. Lorsque la politique commune aura trouvé une voie de réalisation, les Etats n'auront plus guère de signification. Ces édifices historiques tomberont en désuétude et les citoyens européens, laissant parler leurs aspirations les plus nobles et les plus personnelles, rechercheront une union plus véritable que celle que leur imposa l'histoire. Ils se retrouveront au sein d'une communauté humaine qui leur est apparentée par la langue, la culture, par des caractères de civilisation. Le milieu favorable permettant l'épanouissement de la personne, il en naîtra un sentiment de respect de soi-même et de respect des autres. C'est là l'avenir de l'unité européenne de demain.

Mais le symbole de l'Etat reste celui de la stabilité et on ne sait trop ce qu'il en adviendra si on laisse à chacun le droit de revendiquer son rattachement à qui il voudra. Il est clair pourtant que ces menaces d'anarchie et de confusion n'ont de sens qu'en regard des Etats actuels. Or, l'ethnie ne viendra que lorsque l'Etat ne sera plus, et l'Etat ne sera plus lorsque l'Europe, elle, sera. L'erreur de la Belgique, c'est d'avoir divisé le pays en fonction de la langue pour un besoin de justice et de paix. On ne s'est pas rendu compte des dangers de cette division et ces dangers n'ont pas tardé à se matérialiser : on a dépouillé l'idée d'ethnie de tout ce qui faisait sa richesse et sa valeur pour en faire une « arme suicide », une arme ethnique pour tuer l'ethnie. On lui a fait jouer le jeu des intrigues politiques et des intérêts économiques ; on l'a abaissée au rang de la flatterie et de la mesquinerie. L'ethnie est vivante ; il faut la cultiver et surtout, il faut montrer au monde dans quels lieux et sous quelles conditions elle se développe et s'épanouit. Pour cela, l'exemple de la Belgique n'aura pas été aussi négatif qu'on veut bien le dire.

Des sacrifices et des récompenses ...

La réalisation de l'Europe relève d'une grande décision historique et le but qu'elle s'est fixé ne saurait être atteint sans sacrifices. C'est le peu et sans ce peu, c'est l'utopie. A ce sujet, voici la position d'un orateur qui s'adressa aux lauréats en ces termes : « J'ose affirmer que ce sera seulement quand nous aurons reconnu

et accepté sans réserve la réalité et la nécessité d'un grand destin européen commun que nous serons libres de faire valoir nos diversités régionales. Le problème ne consiste pas à refaire chacun de nos pays ; le problème consiste à faire l'Europe sans laquelle nos pays sont bien peu de choses ».

Mais cette part des sacrifices qui sera exigée de chacun des participants à la grande cause européenne ne doit jamais être considérée en elle-même. Elle devra toujours être mise en corrélation avec la part des avantages. Et lorsque l'on sait que ces avantages s'appellent la survie d'un vieux continent qui s'écroule, alors devient plus acceptable cette difficile pensée de Montesquieu : « Si je savais quelque chose qui me fût utile et qui fût préjudiciable à ma famille, je le rejetterais de mon esprit. Si je savais quelque chose qui fût utile à ma famille et qui ne le fût pas à ma patrie, je chercherais à l'oublier. Si je savais quelque chose d'utile à ma patrie et qui fût préjudiciable à l'Europe et au genre humain, je le regarderais comme un crime ».

La diversité tant géographique qu'économique, politique, spirituelle ou morale qui caractérise l'Europe aboutit souvent à des positions intransigeantes et sclérosées. L'Europe réussira si elle est à même de donner aux diversités qui la composent une orientation qui les respecte et les enrichisse. Ce sera difficile, mais une politique commune, une monnaie commune, une défense commune, un développement économique, un développement technique, un développement des valeurs humaines, un développement de la paix et de la sécurité, un exemple et une aide pour l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie du Sud-Est, n'est-ce pas enthousiasmant ? De l'utopie ? Non ! L'Europe ! Et si les quelques réflexions nées d'une Journée Européenne des Ecoles ont suscité quelque intérêt, c'est qu'elles ne se seront pas trop éloignées des recommandations du grand Napoléon qui, à son déclin, soupirait : « Je voulais dompter l'Europe par la violence. Aujourd'hui, il ne faut la convaincre que par les idées ».

Germain MEYER